

AKTUELL



COVID CONTRE COP26

CAN demande l'ajournement

Raymond Klein

Parce que le Royaume-Uni et les pays riches en général ont échoué à garantir une représentation du Sud global à la conférence climatique, le Climate Action Network réclame un ajournement plutôt qu'une conférence inique.

À huit semaines du début de la COP26, c'est un véritable pavé dans la mare que vient de lâcher le Climate Action Network (CAN). Dans un communiqué publié mardi, le réseau d'ONG appelle à ajourner une fois de plus la conférence à Glasgow. C'est l'aboutissement d'un mécontentement croissant parmi les délégations du Sud global par rapport à la promesse d'offrir des vaccinations pour faciliter la participation.

« Il est évident que la tenue d'une conférence climatique sûre, inclusive et juste sera impossible début novembre à cause de l'échec d'appuyer l'accès aux vaccins pour des millions de personnes dans les pays pauvres, les coûts en augmentation des voyages et du logement, y compris pour des quarantaines au Royaume-Uni et ailleurs, ainsi que des incertitudes liées à la pandémie de Covid-19 », affirme CAN. Aux yeux du réseau, une participation significative des populations les plus exposées à l'urgence climatique à la COP26 serait critique pour produire un résultat crédible. « Nous ne pensons pas que cela soit possible dans les circonstances actuelles », lit-on dans le communiqué.

Les promesses du Royaume-Uni

Dans une réaction le jour même, Alok Sharma, le président britannique de la COP26, a assuré que « garantir que les voix des populations les plus affectées par le changement climatique soient entendues est une priorité ». Pour permettre « un sommet inclusif, accessible et sûr », lui et son équipe travaillent « sans répit avec tous les partenaires », a-t-il déclaré. Le gouvernement britannique

s'engage notamment à financer le coût des séjours en hôtel de quarantaine, un point qui n'était pas clair auparavant. Pas question par contre d'annuler la tenue de la conférence en novembre : « La COP26 a déjà été retardée d'un an, et nous sommes tous conscients que le changement climatique n'a pas fait de pause. Le récent rapport de l'IPCC [voir woxx 1645 : Last orders!] souligne pourquoi la COP26 doit se dérouler en novembre (...). »

Il est vrai que l'urgence d'avancer en matière de politiques climatiques ne fait pas de doute. CAN souligne d'ailleurs que l'appel à un ajournement n'implique ni un ajournement de mesures climatiques urgentes ni un boycott des négociations, auxquelles le réseau entend continuer à participer. Cependant, le réseau signale que les personnes du Sud global ayant fait des demandes de vaccination dans le cadre de l'accréditation à la COP26 sont toujours en attente de leur première dose. On notera aussi que la question du coût de quarantaines éventuelles en cours de voyage reste ouverte.

Surtout, CAN estime que la question de la participation à la COP26 n'est qu'une manifestation de l'injustice et de l'exclusion planétaire récurrentes : « Il y a toujours eu un déséquilibre de pouvoir au niveau des négociations climatiques de l'ONU, qui est maintenant exacerbé par la crise sanitaire », rappelle la directrice générale Tasneem Essop. Le réseau a plaidé pour un moratoire sur les brevets des vaccins, une position qu'Essop résume comme suit : « Notre combat pour la justice climatique et nos efforts d'interpeller le pouvoir ne peuvent pas être séparés des raisons profondes qui perpétuent de telles inégalités et injustices. »

Cet article a d'abord été publié sur [online-woxx](https://online-woxx.eu/cop26iniq) mardi soir ; il est complété par un commentaire : woxx.eu/cop26iniq

SHORT NEWS

Un hôpital public, pas une machine à sous...

(is) - ... c'est ce que désire le parti Déi Lénk dans un communiqué de presse cette semaine : il y prend position sur la rupture de contrat entre le conseil d'administration (CA) du Centre hospitalier Émile Mayrisch (CHEM) et le bureau d'architecture chargé du projet « Südspidol », après l'accusation d'imposture contre l'architecte. Le parti s'inquiète surtout pour les habitant-e-s du sud du pays : « (La) rupture de contrat avec l'architecte (...) retardera le chantier de cinq années (...) durant lesquelles les habitant-e-s (...) devront se contenter des structures hospitalières existantes, mais en partie vétustes et insuffisantes pour garantir durablement la prise en charge des besoins de santé d'une population grandissante. » Pour Déi Lénk, ces circonstances sont le résultat d'une politique de santé « menée en faveur de l'intérêt privé et de la rentabilité économique ». Le parti saisit l'occasion pour évoquer ses propres revendications : une gestion publique et transparente des hôpitaux - il mentionne qu'il y a parmi les membres effectifs avec voix délibérative du CA du CHEM quatre employé-e-s de la société anonyme ArcelorMittal -, des moyens personnels et logistiques renforcés pour le commissaire aux hôpitaux, une planification hospitalière ainsi qu'une conception globale d'un système de santé orienté vers les besoins sanitaires de la population.

Welttag für Suizidprävention

(tj) - 91 Anrufe und 21 E-Mails wegen suizidaler Krisen gingen 2020 beim Luxemburger Notfalltelefon SOS Détresse ein. Das geht aus einer Pressemitteilung hervor, die der Hilfsdienst zum jährlich am 10. September stattfindenden Welttag für Suizidprävention veröffentlichte. Seit 1976 bietet SOS Détresse Hilfsbedürftigen die Möglichkeit, anonym über ihre Sorgen und Probleme zu sprechen. Dass der Bedarf solcher Dienste in Luxemburg groß ist, zeigte nicht zuletzt die im vergangenen Februar veröffentlichte 110-seitige Evaluation des Nationalen Aktionsplans für Suizidprävention (2015-2019). Laut diesem werden vor allem Jugendliche und Über-50-Jährige von Suizidgedanken geplagt. Wie die Evaluation jedoch zeigte, hapert es hierzulande nach wie vor an Hilfsangeboten und Sensibilisierungsmaßnahmen. Der Anlass, zu dem das Thema hierzulande fraglos am sichtbarsten wird, ist der nationale Tag der Suizidprävention, der in diesem Jahr am 6. und 7. Oktober stattfinden wird. Geplant sind eine Fachtagung und Workshops in Luxemburg-Stadt, sowie eine Aufführung des Theaterstücks „Toutes les choses géniales“ von Duncan MacMillan und Jonny Danahoe in Düdelingen. Darin geht es um einen kleinen Jungen, der seiner depressiven Mutter den Lebensmut zurückzuerlangen hilft. Das Motto des Tages lautet in diesem Jahr entsprechend auch: renforcer la résilience collective. Weitere Informationen unter: www.prevention-suicide.lu.

Europäisches Flutwarnsystem wenig nützlich

(ja) - Die Warnungen des European Flood Awareness Systems (EFAS) haben wenig dazu beigetragen, das Hochwasser vom 14. Juli und seine Folgen richtig einzuschätzen. Das geht aus einer Antwort auf eine parlamentarische Anfrage von Myriam Cecchetti (Déi Lénk) an die Ministerinnen Carole Dieschbourg (Déi Gréng) und Taina Bofferding (LSAP) hervor. Das nach den schweren Hochwassern des Jahres 2002 von der Europäischen Kommission ins Leben gerufene EFAS soll die Mitgliedsstaaten frühzeitig vor Gefahren warnen. Für das kleine Luxemburg erweist sich die räumliche Vorhersage allerdings als zu ungenau. Eine einzige informelle Warnung für Luxemburg wurde am 14. Juli gegen Mittag ausgeschiedt - allerdings war diese unter Vorbehalten gegeben worden und sagte nur leichte Überschwemmungen voraus. Der Hochwasserdienst der Luxemburger Wasserverwaltung hingegen hatte bereits am Vortag Alarm geschlagen. Die Daten des EFAS sollen die nationalen Behörden unterstützen, ersetzen aber keine eigenen Analysen. Aus der Antwort auf die parlamentarische Anfrage geht zwischen den Zeilen auch hervor, die staatliche App „GouvAlert“ habe versagt: Die Beantwortung der Frage, wie viele Menschen dank dem Smartphone-Tool eine Warnung erhalten hatten, haben die Ministerinnen nämlich einfach ausgespart.